



N° AP 24/176

ARRETE

ARRETE PORTANT INTERDICTION D'UTILISATION DE LA PANNE FBIS DU PORT DE PORQUEROLLES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des transports et notamment ses articles R5333-6, R5333-8, R5333-9 et R5333-10,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Règlement Particulier de Police du Port de Porquerolles,

VU la demande en date du 24 décembre 2024 de la Capitainerie du Port de Porquerolles de prendre des mesures de sécurité,

CONSIDERANT la dégradation importante de la panne « FBIS » du Port de Porquerolles suite aux intempéries survenues dans la nuit du 19 décembre 2024 au 20 décembre 2024,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'interdire l'accostage des navires, l'accès et le stationnement des usagers, en attendant les réparations,

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt général de prescrire des mesures propres à prévenir les accidents sur le port, d'y faire respecter l'ordre public et de garantir la sécurité des usagers,

A R R E T E

ARTICLE 1

L'accostage des navires, l'accès et le stationnement des usagers sont interdits sur l'ensemble de la panne « FBIS » du port de Porquerolles jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires pour la remise en état de la panne.

ARTICLE 2

Cet arrêté sera porté à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente aux endroits déterminés par le maître de port de Porquerolles, qui aura la charge de l'apposition de ces affiches, la responsabilité de leur conservation et l'obligation de les remplacer toutes les fois qu'il y aura lieu.

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les lieux les plus fréquentés par les usagers de la zone. Ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet du Var et à Monsieur le Maire de la ville de Hyères-les-Palmiers.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **24 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



